

## L'incendie, avenir des églises de France ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 20 avril 2021

Le mois d'avril est décidément maudit pour nos églises de France. Deux ans après Notre-Dame, quasiment jour pour jour, une ravissante église du XVI<sup>e</sup> siècle, à Romilly-la-Puthenaye, dans l'Eure, comme il y en a tant dans nos campagnes, a elle aussi été emportée par les flammes.

Il n'en reste plus que les murs, et les pièces d'art sacré qu'elle abritait en son sein ont disparu à jamais, notamment un magnifique retable. Notre-Dame, mais aussi, Saint-Sulpice, Nantes, Bayonne, Montauban, Sète, Rennes, Corbeil-Essonnes, et maintenant Romilly... comment les citer toutes ? Ces incendies qu'elles ont subis ne défraient pas la chronique, loin s'en faut. Il s'agit d'une véritable épidémie. Malheureusement, elle ne sévit pas qu'en avril, et elle s'installe plus durablement encore que le coronavirus.

Les incendies d'église prennent depuis de nombreux mois dans notre pays des proportions absolument dramatiques. Le long chapelet de ces drames, de ces sanctuaires, de ces statues parties en fumée n'en finit pas de s'égrener... mais la réponse des autorités reste obstinément muette ou confuse.

Les mises en parallèle sont confondantes. Nous le savons, nous le disons, nous le répétons, mais le même scénario se répète, inlassablement. Les autorités, ministre de l'Intérieur, Premier ministre ou Président, n'ont aucune intention de se déplacer chaque fois qu'un édifice chrétien est attaqué, et pour cause, ils ne feraient plus que cela, tant les atteintes aux sanctuaires sont nombreuses ! La basilique Saint-Sernin de Toulouse est affublée de tags satanistes, avec un appel non déguisé à la mort de chrétiens ? Peu importe, un coup de chiffon et il n'y paraîtra plus. En revanche, quelques tags estampillés « islamophobes » sur les murs de la mosquée de Rennes (qui sont, au passage, autant anti-écologistes qu'anti-immigration et anti-islam) sont immédiatement suivis d'un déplacement de Gérard Darmanin en personne pour battre sa coulpe et s'indigner, comme si le sol allait s'ébranler et nous jeter dans l'abîme si nous ne procédons pas sur le champ à une réparation publique devant une telle offense...

Tout ne se résume pas à une affaire de bois, de pierre et de toiture. Il est désormais manifeste que nos élites dirigeantes ont définitivement fait le choix du changement civilisationnel, culturel et religieux. Avec constance et systématisme. Opportunisme électoral ou conviction ? Les deux, assurément. Le tout sur fond de la peur lâche et méprisante d'un retour de bâton, si l'on n'en fait pas assez pour les immigrés et pour les pratiquants musulmans – ces derniers représentant au moins 7 % de la population française, quand on compte à peine 3 % de catholiques « pratiquants », en étant larges et généreux. Le résultat est indubitable. La mobilisation gouvernementale contre les tags de Rennes fait écho bien sûr aux scandaleuses mesures d'aménagement des restrictions sanitaires consenties ces derniers jours par les autorités pour le ramadan, quant tout aménagement fut refusé aux catholiques pour les célébrations de la semaine pascale.

Tout n'est pourtant pas perdu. Les passe-droits accordés aux musulmans par certaines préfectures (le Tarn, l'Hérault, la Gironde) ont été très mal interprétés par l'opinion. Devant un tel scandale, le préfet du Tarn a ainsi été obligé de se rétracter et de revenir diplomatiquement sur les consignes laxistes transmises aux forces de l'ordre. La ligne à suivre est donc claire : continuer, à haute voix, de faire entendre notre désaccord contre l'islamisation galopante de notre pays ; affirmer, avec conviction, notre attachement à la foi catholique vivante qui doit irriguer notre pays et rayonner de nouveau avec vigueur.

**François Billot de Lochner**